



Entrevue avec le président syrien Bachar al-Assad: Nous devons protéger notre pays des terroristes «soutenus par des puissances régionales et par l'Occident»

Vaincre le terrorisme éliminera les obstacles qui se dressent devant tout processus politique.

Par [DR Bachar al-Assad](#)

Mondialisation.ca, 04 décembre 2015

sana.sy

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Entrevue accordée par le Président Bachar al-Assad à la télévision tchèque le 1^{er} décembre 2015 [Texte intégral]

Question 1 : Permettez-moi de commencer par une question personnelle. Vous êtes médecin. En 2011, vous avez dit, et je vous cite, que vous avez choisi la chirurgie ophtalmologique, car c'est une spécialité qui se pratique rarement en situation d'urgence avec peu de saignement. Cette même année 2011, la guerre syrienne a éclaté ; le conflit le plus meurtrier dans le monde et une grande urgence. Quel est votre sentiment à ce sujet ?

Président al-Assad : Si vous cherchez à établir une relation entre ce travail -ou toute autre spécialité chirurgicale- et ce qui se passe en Syrie, ce serait en rapport avec l'intention. Vous avez toujours du sang en chirurgie, mais c'est pour sauver la vie du patient, non pour le tuer ; alors que le sang qui coule en Syrie est celui de Syriens tués par des terroristes. Notre travail en tant que gouvernement est de sauver leur vie par la destruction des terroristes. C'est le seul lien, en espérant avoir bien compris votre question.

Intervention : Oui, oui, je veux dire ...

Président al-Assad : Donc, notre travail est de sauver des vies. Si le sang coule, c'est pour défendre notre pays. Nous utilisons notre armée pour défendre notre pays.

Question 2 : Mais 250.000 personnes [tuées], c'est inimaginable pour n'importe quel pays.

Président al-Assad : C'est le résultat de la présence d'un grand nombre de terroristes soutenus par des puissances régionales et par l'Occident. Il ne s'agit pas seulement de terroristes issus de l'intérieur de la Syrie, mais de terroristes venus de plus d'une centaine de pays à travers le monde. Ils ont voulu faire de la Syrie la plaque tournante du terrorisme et c'est ce qui se passe. Si nous n'avions pas défendu notre pays, ce nombre serait plusieurs fois supérieur.

Question 3 : Vous avez parlé de terrorisme. Il semble que des développements importants

concernant la crise syrienne aient eu lieu ces derniers jours. À votre avis, laquelle des deux dates aura été la plus importante dans l'évolution de cette crise : le 30 Septembre et l'intervention russe ou le 13 Novembre et les attaques terroristes à Paris ?

Président al-Assad : Sur un plan pratique, la participation russe, ou ce qui a été annoncé comme un front de lutte contre le terrorisme est assurément l'événement le plus important, alors que sur le plan politique, ce qui s'est passé à Paris avait pour but d'apaiser les sentiments des Français et leur dire qu'ils allaient s'attaquer à l'EIL [État Islamique e Irak et au Levant : Daech] différemment. Qu'est-ce que cela veut dire ? La France n'était donc pas sérieuse avant l'attaque contre Paris ? Ce qui s'est passé [à Paris] n'est donc pas une réponse sérieuse au terrorisme, alors que les Russes manifestent leur ferme détermination à le combattre et à coopérer, d'une certaine manière, avec l'armée syrienne.

Question 4 : Donc, vous pensez que l'intensification des attaques de la Coalition occidentale menée par les États-Unis n'est pas un secours ?

Président al-Assad : Si vous tenez compte des faits et non des opinions depuis les débuts de cette Coalition, l'EIL s'est étendu et ses recrues de partout dans le monde ont augmenté. Alors que depuis la participation des Russes à cette même prétendue guerre [de la Coalition menée par les USA] contre le terrorisme, l'EIL, Al-Nosra et bien sûr d'autres groupes terroristes ont rétréci. C'est la réalité. Les faits sont éloquentes.

Question 5 : Militairement parlant, ne serait-ce pas tout simplement parce que l'armée de l'air russe pouvait travailler avec les Forces armées syriennes ?

Président al-Assad : C'est ce que je disais : parce qu'il y a eu coopération. Vous ne pouvez pas éliminer les terroristes et détruire le terrorisme par des interventions aériennes. Vous ne pouvez pas. C'est presque impossible. Depuis combien de temps les Américains ont-ils tenté de le faire en Afghanistan ? Plus de 12 ou 13 ans. Ont-ils accompli quoi que ce soit ? Rien. Le terrorisme est toujours fort en Afghanistan. Vous ne pouvez donc pas. Vous avez besoin de la coopération des forces intérieures du pays ; la force majeure en Syrie étant l'armée syrienne et, bien sûr, le gouvernement.

Question 6 : Le président français tente de former une coalition plus large contre le terrorisme. Êtes-vous sceptique quant à ses efforts ?

Président al-Assad : Certainement. S'ils avaient voulu apprendre de ce qui est arrivé récemment à Paris, pourquoi n'ont-ils pas appris de [l'attentat contre] Charlie Hebdo ? À l'époque, nous avons dit que c'était la pointe de l'iceberg et que la partie immergée était beaucoup plus importante. Ensuite, vous ne pouvez pas lutter contre le terrorisme pendant que vous le soutenez directement en l'armant et en faisant alliance avec les plus zélés de ses partisans dans le monde ; c'est-à-dire, le royaume saoudien. Vous ne pouvez pas. C'est contradictoire. Vous ne pouvez pas être la police et le voleur en même temps. Vous devez choisir votre camp.

Question 7 : Mais je n'ai entendu parler d'aucun approvisionnement occidental en direction de l'EIL ?

Président al-Assad : Vous en avez des exemples très clairs sur Internet. Des exemples concernant les Français et évidemment d'autres parties, mais l'exemple français existe. Comment un pays comme la France peut-il vendre de telles armes en ignorant leur

destination finale ? Ce n'est pas possible. Ils le savent par le biais du royaume saoudien, du Qatar et peut-être d'autres pays. C'est certain.

Question 8 : Il y a eu un incident sur la frontière turque : le bombardier russe abattu [par la Turquie]. Pensez-vous que cet incident influera sur le résultat des efforts du président français pour la création d'une coalition élargie ? Pensez-vous qu'il pourrait compliquer les pourparlers de paix en Syrie ?

Président al-Assad : Je ne le pense pas, mais je pense que cet incident a démontré l'acharnement de M. Erdogan qui, disons-le, a perdu ses nerfs juste parce que l'intervention russe a modifié l'équilibre sur le terrain ; l'échec de M. Erdogan en Syrie et la défaite de ses groupes terroristes signifiant sa mort politique. Il a donc voulu tenter quelque chose pour faire obstacle à n'importe quelle solution. Il a agi, mais je ne pense pas que cela puisse modifier aucun équilibre. La guerre contre le terrorisme se poursuit. L'aide participative russe, qui était déjà forte, est en train de se renforcer. Je pense qu'il n'y aura aucun moyen de revenir là-dessus, qu'il [M. Erdogan] recommence à agir de la sorte ou autrement.

Question 9 : Le président américain a dit qu'il ne voulait pas répéter la même erreur en lançant une invasion terrestre sans réellement savoir qui va combler le vide. La plupart des candidats américains aux récentes élections déclarent qu'ils veulent plus que des bombardements [aériens]. Selon vous, quelle est l'approche la plus réaliste qui mènera à la défaite du groupe État islamique ?

Président al-Assad : En réalité, s'agissant du terrorisme en général et non seulement de l'EIL, nous devons travailler sur plus d'un axe et trouver une solution à ses différents aspects ; une partie étant liée à son idéologie, une autre partie étant en rapport avec son économie du fait des coopérations et des prises de position politiques [en sa faveur], une dernière partie concernant la coopération sécuritaire et le combat direct. Étant donné la situation actuelle, il n'y a pas d'autre moyen de le combattre que directement. Mais ce n'est pas assez. Si vous voulez le combattre et le vaincre, il faut l'étouffer et couper ses approvisionnements en armes, en argent et en recrues qui viennent principalement à travers la Turquie, avec le soutien des Saoudiens et des Qataris ; ceci étant censé être l'étape préliminaire du combat au sol.

Maintenant, le problème est que nous combattons les terroristes mais que leurs approvisionnements sont illimités et incontrôlables de la part de plusieurs pays, notamment certains pays régionaux avec le soutien ou l'ignorance intentionnelle de certains pays occidentaux, pour être précis.

Question 10 : Vous avez dit que votre priorité est de combattre et de vaincre les terroristes avant la solution politique. Qu'entendez-vous par vaincre le terrorisme ? Qu'il n'y aurait plus de groupes armés de l'opposition en Syrie

Président al-Assad : Vous ne pouvez pas parler d'opposition politique alors qu'elle est armée, en sachant que dans votre pays vous en parleriez comme d'un mouvement strictement politique. Ensuite, une opposition politique possède nécessairement des racines profondes. Par conséquent, des rebelles ou des combattants, armés de fusils ou de n'importe quel armement, pour s'attaquer au peuple syrien ou à l'armée syrienne, détruire des propriétés publiques ou privées, etc., c'est du terrorisme. Il n'y a pas d'autre définition possible et nous refusons les termes qui les qualifient d'« opposition armée, opposition militaire ou opposition modérée ». Il ne s'agit pas d'opposition. Il s'agit de terrorisme.

Pour nous, l'opposition est un mouvement politique. Qu'il soit à l'extérieur ou à l'intérieur de la Syrie, n'a pas d'importance. Et, évidemment, son deuxième aspect est qu'elle est nécessairement patriote, non une opposition formatée en France, au Qatar, en Arabie saoudite, aux États-Unis ou au Royaume-Uni. C'est une opposition qui doit être syrienne, formée en Syrie. Nous avons une opposition politique en Syrie. Nous avons une véritable opposition syrienne. Quelle serait son importance ou sa force n'est pas le problème. Partant de là, vaincre le terrorisme éliminera les obstacles qui se dressent devant tout processus politique.

Actuellement, si vous vous mettiez d'accord sur toutes les étapes ou les procédures [d'un processus politique] avec n'importe quelle opposition syrienne de par le monde, que pourriez-vous accomplir ? Pourriez-vous mener de vraies élections ? Pourriez-vous assurer la stabilité avec ladite opposition ? Les terroristes ont leur propre monde, leurs propres objectifs, leur propre agenda et leur propre idéologie ; ce qui est totalement différent de la politique. Par conséquent, si vous voulez prendre des mesures concrètes, vous devez commencer par vaincre le terrorisme. Je ne dis pas qu'il faudrait lancer le processus politique après avoir définitivement vaincu le terrorisme, mais que vous devez le lancer à partir du moment où vous avez commencé à vaincre le terrorisme, car sa défaite sera une opération de longue haleine.

Question 11 : À ce stade, je vois un problème majeur, étant donné qu'à Vienne les discussions ont porté sur une opposition modérée et même sur les groupes armés, alors que vous dites : pas de négociation avec quiconque porterait des armes ?

Président al-Assad : Non, le processus politique a deux aspects : l'un d'eux est de traiter avec l'opposition politique, l'autre est de traiter avec ces groupes [armés]. En Syrie nous désignons ce deuxième aspect par « le processus de réconciliation » qui fait que nous accordons l'amnistie à ceux qui déposent leurs armes et retournent à une vie normale.

Intervention : À vos conditions ?

Président al-Assad : Non, il s'agit d'une amnistie avec reprise d'une vie normale. Dans ce cas, l'amnistie est totale sans aucune condamnation retenue contre vous. Vous êtes libre de mener votre vie, une vie normale, paisible, sans combat armé, sans terroriser les gens. En Syrie, ce processus de réconciliation a réussi plus que tout autre processus politique. Donc, nous ne refusons pas de négocier avec ces terroristes à partir du moment où ils acceptent de modifier leur comportement. En revanche, si vous parlez des ramifications de l'EIL, d'Al-Nosra et d'Al-Qaïda, ils ne sont, de toute façon, pas prêts à déposer leurs armes ou à négocier avec le gouvernement. Ils refusent toute négociation, et nous de même. Leur idéologie est contre le gouvernement et contre l'ensemble du pays. Ils ne reconnaissent pas les frontières. Ils ne reconnaissent pas ceux qui sont différents d'eux. Il est donc difficile, voire impossible, d'envisager une quelconque réconciliation avec eux. La réconciliation, dont je parle, concerne les autres groupes qui terrorisent pour de l'argent, par peur ou pour toute autre raison, avec lesquels nous avons réussi à négocier.

Question 12 : En fait, cela nous ramène aux réunions de Vienne qui ont envisagé des pourparlers entre le gouvernement et les groupes d'opposition dans un délai d'environ un mois, c'est-à-dire d'ici la fin de cette année ?

Président al-Assad : Depuis le début de cette crise, nous avons dit que nous étions prêts à négocier avec quiconque. Maintenant, la question est de savoir à quoi nous aboutirons en

négociant avec des groupes [d'opposants] qui ne sont pas représentatifs des Syriens et que nous savons liés aux Français ou à d'autres ; les Syriens étant conscients de cette réalité. En effet, nous ne sommes pas contre toute forme de coopération, de négociation ou de dialogue, ce dernier étant le plus précis en l'occurrence ; mais que pouvons-nous atteindre par un accord avec une opposition qui ne dispose pas de racines populaires ? C'est là une simple question. Nous pouvons négocier pendant des mois, mais en fin de compte qui pourra appliquer [cet accord] si ces opposants n'ont aucune influence sur les terroristes et aucune influence sur les Syriens. À quoi riment ces réunions ? Par principe nous ne disons pas non, nous disons oui ; mais, en réalité, nous ne pouvons pas compter là-dessus pour dire aux gens : voilà un espoir et voilà comment nous allons résoudre le problème.

Question 13 : Comment décririez-vous ce conflit ? Est-ce un conflit entre gouvernement et combattants de la liberté, entre chiites et sunnites, entre Arabes et Perses ? Est-ce un clash entre les grandes puissances ? Est-ce un combat entre un État laïc et des fanatiques religieux ? Qu'est-ce que c'est ?

Président al-Assad : Ce sont tous ces facteurs que vous avez mentionnés sans qu'aucun ne corresponde à la réalité. Je veux dire que si vous tenez compte du sentiment réel des Syriens, vous découvririez qu'il est faux de ramener le conflit au facteur sectaire, pour ne citer que cet exemple. C'est faux, parce que si vous vous rendez en Syrie dans les régions contrôlées par le gouvernement, vous verrez que toutes les composantes ethniques et religieuses de la société syrienne vivent ensemble. Cependant, comme toujours vous avez des fanatiques dont la haine sectaire a été aggravée par la rhétorique des Saoudiens et Qataris qu'ils écoutent.

En fait, il s'agit [d'un conflit] entre un gouvernement et des « rebelles » soutenus par différentes puissances régionales et internationales ayant, parfois, des motivations différentes mais toujours le même agenda. Ils veulent renverser le gouvernement et l'État syriens, changer le président ainsi que tout le système politique, sans en référer au peuple syrien.

Ceci est le vrai combat. Donc, les « rebelles » avec lesquels nous négocions n'ont pas cet agenda. En réalité, ils n'ont aucune revendication politique, ils n'aiment que l'argent et sont, pour la plupart d'entre eux, comparables à des mercenaires qui exécutent l'agenda d'autrui.

Et si la Russie semble soutenir le gouvernement syrien, c'est parce qu'en réalité elle soutient le droit international, sa propre stabilité et la stabilité de toute la région et du reste du monde. Quant aux États-Unis, ils œuvrent toujours pour leur propre hégémonie sur le monde entier et ne peuvent tolérer que la Syrie indépendante leur dise non !

Finalement, il s'agit d'un gouvernement soutenu par la majorité du peuple syrien, contre ces mercenaires soutenus par ces pays étrangers.

Question 14 : D'un point de vue plus personnel, il y a eu une évolution vraiment intéressante de votre perception par le public, particulièrement en Occident. Après avoir été considéré comme l'espoir de votre pays, vous êtes devenu le plus vilain des chefs de ce monde, et vous voici entrain de refaire partie de l'équation syrienne. Comment avez-vous vécu cette évolution ?

Président al-Assad : L'évolution de qui ?

Réponse : Votre évolution d'un espoir pour votre pays, vers ...

Président al-Assad : Vous voulez dire avant la crise ?

Réponse : Oui, maintenant tout le monde compte de nouveau sur vous pour l'avenir de la Syrie.

Président al-Assad : Si vous parlez de la relation avec l'Occident. En 2005, j'étais le tueur ; en 2008, j'étais un artisan de la paix ; puis en 2011, je suis devenu le boucher ; et maintenant, il y a un changement positif, timide sûrement mais non explicite.

Question 15 : Comment le ressentez-vous personnellement ? Comment avez-vous vécu à travers cette évolution ?

Président al-Assad : Personnellement, cela ne m'influence pas pour une première raison qui fait que personne ne prend plus au sérieux les responsables occidentaux. Tout d'abord, ils ne sont plus crédibles. Deuxièmement, ils n'ont pas de vision et manquent de profondeur. Troisièmement, ils ne sont pas indépendants et suivent les ordres des Américains. Ils ne sont donc pas sérieux, la plupart des Européens étant actuellement en dehors de la voie. Par conséquent, nous tenons compte du maître. Et ce maître est aux États-Unis.

Cela ne m'influence pas et surtout pas en pleine guerre, car mon plus grand souci est ce que le peuple syrien veut et la façon dont il me considère. Je ne me soucie pas des autres. Quant aux fluctuations du comportement des Européens à l'égard de la Syrie ou de moi-même, elles passent par des hauts et des bas. Mais moi, je n'ai pas changé. Je suis resté le même depuis que je suis devenu président en 2000. C'est donc à eux qu'il faudrait demander pourquoi sont-ils si fluctuants, pas à moi.

Question 16 : Donc, votre message à l'Occident serait qu'il n'y a pas eu de meurtres de civils au début de la guerre syrienne, ni de torture massive des opposants au régime ?

Président al-Assad : Supposons que ce soit vrai. Compte tenu de leur propagande, comment pourriez-vous expliquer le soutien populaire et le fait d'être resté à votre poste, alors que les pays les puissants et les plus riches sont contre vous, et que la population -que vous êtes censé tuer- est aussi contre vous ? Comment serait-ce possible ? Vous avez certes besoin de soutien, mais comment pourriez-vous avoir le soutien d'un peuple pendant que vous le tuez ? Pouvez-vous l'expliquer ? Non. Donc, ce n'est pas vrai.

Maintenant, si vous voulez parler des victimes, toute guerre est une mauvaise guerre, il n'y a pas de bonne guerre même lorsqu'elle est menée pour une bonne cause. La guerre est mauvaise et vous devez l'éviter, mais quand vous ne le pouvez pas, la guerre tue et les armes tuent. Vous avez toujours des victimes et toutes les guerres de l'histoire ont fait des victimes innocentes. Quant à en avoir l'intention, comment tuer ceux dont vous voulez le soutien ?

Question 17 : Que ressentez-vous quand vous regardez les photos de centaines de milliers de vos compatriotes fuyant la Syrie vers l'Europe ?

Président al-Assad : Un sentiment d'autant plus triste que chacun de ces Syriens quitte la Syrie en laissant une triste histoire derrière lui. C'est une situation qui reflète les difficultés vécues par la Syrie pendant la crise. Et, même si nous regardions [cet exode] d'une façon strictement rationnelle, c'est une perte pour la Syrie car chacun de ces Syriens est une

richesse humaine dont l'absence affaiblira certainement notre société. Il n'empêche que nous devons en traiter les causes.

Je pense que chaque Européen devrait se poser la question de savoir pourquoi ont-ils quitté ? [Ils l'ont fait] pour de nombreuses raisons : la première est que les terroristes les ont attaqués partout, directement ou indirectement, en s'en prenant à leurs besoins essentiels quotidiens, à leurs infrastructures, à leur mode de vie, etc. ; la deuxième est l'embargo européen dont les terroristes ont directement profité et lequel, contrairement à ce qu'ils prétendent, a nui au peuple syrien, comme c'est le cas de tout embargo décrété contre n'importe quel pays.

Intervention : Ils disent qu'en tant que chef, vous êtes responsable de leur échec.

Président al-Assad : Je ne les ai pas menés à cet échec. Je n'ai pas détruit leurs infrastructures, je n'ai pas livré des armes aux terroristes pour tuer et détruire. La question est : qui l'a fait ? Les Européens, les Saoudiens et les Qataris.

Question 18 : Que devrait faire l'Europe maintenant ? Doit-elle craindre ces personnes ou les aider ?

Président al-Assad : Cela dépend. Tout d'abord, une grande partie d'entre eux ne sont pas des Syriens. Concernant les Syriens, ils sont en majorité de bonnes personnes et des patriotes. Ceci dit, il y a bien sûr des terroristes qui se sont infiltrés parmi eux. Combien ? Nous ne pouvons pas le dire, car l'estimation est difficile. Mais c'est une réalité. Je pense que vous en avez certaines preuves sur Internet : des photos et des vidéos qui prouvent que certaines personnes ayant tué et parfois décapité [en Syrie], ont quitté pour l'Europe où ils se présentent comme des citoyens pacifiques.

Intervention : Mais de façon générale, l'Europe doit les aider ou en avoir peur ?

Président al-Assad : Cela dépendra de la façon dont l'Europe les traitera, car il s'agit non seulement de terrorisme, mais aussi de cultures. Même avant la crise et avant que ce flot de réfugiés ne se rende dans vos pays, le problème de l'Europe était de savoir comment intégrer ces cultures dans vos sociétés. Je pense que l'Europe a échoué, que ce soit à cause de la façon dont elle a géré le problème, que ce soit à cause de l'argent déversé par les institutions wahhabites pour distordre leur interprétation [de l'Islam]. Je parle des Musulmans d'Europe. Ceci a engendré plus de problèmes et d'extrémisme chez vous. Et alors que notre région était considérée comme l'exportatrice d'un certain terrorisme en Europe, voilà que c'est l'Europe qui exporte le terrorisme dans notre propre crise. Parlant de ces réfugiés, [les aider ou en avoir peur] dépendra donc de la manière dont vous gèrerez la situation, mais je pense que leur intégration ne sera pas chose facile.

Question 19 : Comment vous voyez-vous dans ce conflit ? Vous avez dit que vos ennemis sont des terroristes, des fanatiques, des agents étrangers. Quelle est la chose la plus précieuse que vous essayez de protéger ?

Président al-Assad : Dans notre pays ?

Réponse : Oui.

Président al-Assad : La laïcité, parce que la Syrie est un creuset où se mélangent plusieurs ethnies et religions. La laïcité en Syrie est bien sûr différente de celle comprise par certains

en Occident et, peut-être, en France. Elle n'est pas antireligieuse, et implique la liberté des religions, des confessions et des cultes. Sans cette laïcité, la Syrie telle qu'elle a été depuis des siècles n'existera plus. C'est donc la chose la plus précieuse que nous tentons de protéger.

La deuxième chose est la modération, issue justement de cette diversité vécue depuis des siècles. Sans cette modération, la tolérance naît de cette richesse incomparable de la société syrienne ne sera plus. Et c'est justement ce à quoi travaillent les terroristes actuellement. Ils essaient d'élever une nouvelle génération qui ne connaîtra rien de cette notion. Une génération de tueurs, de fanatiques et d'extrémistes qui n'acceptent pas l'autre. Ce sera un vrai danger en quelques années. Je ne parle pas des jeunes de vingt ans et plus, mais des plus jeunes encore. C'est le réel défi auquel nous devons faire face.

Question 20 : Y a-t-il quelque chose que vous ne feriez pas pour protéger ces valeurs que vous venez de mentionner ?

Président al-Assad : Non. Vous devez tout faire pour protéger votre pays. Vous ne pouvez pas le protéger si vous ne protégez pas la société et les principes et valeurs de cette société. Un pays n'est pas une terre et des frontières. Un pays est un peuple et une façon de penser.

Question 21: Si vous aviez la chance de pouvoir modifier l'une de vos décisions prise au cours des cinq dernières années, quelle serait-elle?

Président al-Assad : Nous avons cru en beaucoup de personnes auxquelles nous n'aurions pas dû accorder notre confiance. Voilà le plus gros problème, en Syrie et en dehors de la Syrie comme, par exemple, ce fut le cas avec Erdogan. Et durant ce conflit, nous avons découvert nombre de Syriens fanatiques ayant adopté l'idéologie extrémiste des Frères Musulmans ; certains parmi eux, appartenant à Al-Qaïda, portent aujourd'hui des armes et participent aux combats. C'est donc le principal problème. Maintenant, si nous parlons de stratégie, elle a toujours reposé sur deux piliers : premièrement, le dialogue ; deuxièmement, le combat contre le terrorisme. Ces deux piliers ne changeront pas. Jamais, nous ne les changerons.

Question 22 : [Vous ne changerez] même pas l'équilibre entre ces deux piliers ?

Président al-Assad : Vous ne pouvez pas parler d'équilibre, car vous avez une réalité qui change tous les jours. Donc, le dialogue doit se poursuivre jusqu'à son maximum, et la lutte contre le terrorisme doit continuer au maximum. Il faudrait une corrélation entre ces deux piliers et non un antagonisme, de sorte qu'il ne s'agit pas de chercher un équilibre mais d'aller, parallèlement, le plus loin possible dans ces deux directions.

Question 23 : Revenons un instant sur les relations avec la République tchèque qui a été l'un des rares pays à maintenir son ambassadeur en Syrie tout au long du conflit. Quelle importance accordez-vous à cela ?

Président al-Assad : C'est important pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la relation avec la République tchèque n'était pas très chaleureuse avant la crise. En réalité, nous avons beaucoup de différents et nos relations étaient meilleures avec la plupart des autres pays européens. Mais, le fait est que lorsque ces pays européens ont adopté la propagande occidentale sur ce qui se passait en Syrie, votre pays a gardé une position équilibrée sur

cette question. Cela ne signifie pas que vous soutenez le gouvernement syrien ou le président syrien. Cela signifie que vous jouez le rôle naturel que tout pays devrait jouer en maintenant ses relations même avec ses adversaires. Comment pouvez-vous jouer un rôle, comment pouvez-vous savoir ce qui se passe si vous coupez toute relation ? C'est un premier aspect.

Le deuxième aspect est que la République tchèque, un petit pays faisant partie de l'Union européenne a subi de fortes pressions de la part de nombreux pays occidentaux, y compris des États-Unis, pour l'amener à modifier sa position à l'égard de la Syrie, bien que le maintien d'une ambassade ouverte est, dans certains cas, purement symbolique. En dépit de cela, la République tchèque a voulu rester indépendante. Voilà ce qui nous manque dans le monde aujourd'hui. La plupart des pays ne sont pas indépendants, la plupart des fonctionnaires ne sont pas indépendants, en particulier en Occident. D'où le fait qu'un petit pays comme la République tchèque veuille rester indépendant mérite respect et lui a valu le respect des Syriens. Et finalement, que nous soyons d'accord ou pas avec ses prises de position, nous le respectons. Ce qui est très important pour nous c'est, disons-le, ce comportement d'Hommes d'État responsables.

Le troisième aspect est la cohérence de vos positions, puisque de nombreux gouvernements européens comprennent et reconnaissent aujourd'hui que vous aviez raison sur ce qui passait en Syrie, par le maintien de ce canal ouvert avec le gouvernement syrien. Je pense qu'ils ont désormais besoin de votre aide pour revenir dans la bonne voie, en particulier en ce qui concerne l'aspect politique.

Par conséquent, cette question revêt de nombreux aspects que nous pourrions résumer par une attitude équilibrée concernant la situation en Syrie.

Question 24 : Un autre aspect existe, étant donné que le président Zeman a évoqué la possibilité de signature d'un accord de paix en Syrie à Prague. Soutenez-vous cette idée ?

Président al-Assad : Bien sûr, nous soutenons tout effort en faveur d'une solution à la crise en Syrie, en particulier de la part d'un gouvernement crédible. Nous serons certainement très heureux de coopérer.

Question 25 : Mais quelle en serait la signification symbolique ? Je veux dire, qu'il y a les pourparlers de Genève, les pourparlers de Vienne. Un accord signé à Prague serait-il réaliste ?

Président al-Assad : Oui, bien sûr que ce serait réaliste. Si vous posiez la question au peuple syrien, il vous répondrait, par exemple, qu'il ne peut y avoir de conférence de paix en France, parce que la France soutient le terrorisme, soutient la guerre et ne soutient pas la paix. Mais si vous lui soumettiez l'idée de Prague, l'adhésion serait générale en raison de la position équilibrée de votre pays.

Question 26 : Le monde entier a vu ces images horribles après tout ce qui s'est passé en Syrie ces dernières années. Vos nuits en sont-elles agitées ? Faites-vous de mauvais rêves ?

Président al-Assad : Vous vivez avec cette tristesse quotidienne. Vous vivez avec la souffrance d'un peuple au quotidien. Chaque heure vous amène son lot de mauvaises nouvelles, de sorte que cela devient l'atmosphère que vous respirez. Mais en même temps, les Syriens ont le sentiment que c'est l'un des défis imposés par les circonstances, non

seulement pour se battre ou se positionner politiquement, mais aussi pour continuer à vivre au quotidien. L'exemple le plus frappant est celui des familles des martyrs. Vous leur rendez visite, vous les regardez, ils ont une forte volonté et essaient de mener, autant que possible, une vie normale. Vous ne pouvez donc pas vous mettre dans cette bulle de tristesse. Vous devez continuer à leur donner de l'espoir, vous devrez être optimiste pour réussir à résoudre le problème et ramener la Syrie à sa normale.

Question 27 : Pour un homme dans votre position, y a-t-il un espace pour les doutes ?

Président al-Assad : Des doutes à quel sujet ?

Réponse : Des doutes sur vos actes et les décisions que vous avez prises.

Président al-Assad : Vous voulez parler du passé ?

Réponse : Oui, je veux dire, si vous vous posez des questions...

Président al-Assad : Bien sûr que vous avez à vous interroger tous les jours. Et concernant les détails, certains vous reviennent toujours à l'esprit en vous posant la question de savoir si vous auriez pu mieux faire, étant donné que vous n'avez peut-être pas absolument tort ou absolument raison. Dans quel pourcentage ? C'est quelque chose de subjectif et vous changez d'avis sur tout et tous les jours. Cela dépend de la situation, d'autant plus que les facteurs sont liés les uns aux autres. Par conséquent, assurer l'équilibre entre toutes les actions que vous menez n'est pas chose facile et vous ne cessez de réviser et de modifier ; quoique je pense qu'une évaluation vraie et objective ne pourra se faire qu'après la fin de la crise, car il est difficile de tirer des conclusions sur le tout en plein milieu d'une guerre. Je crois donc que ce n'est qu'après la crise que nous pourrons dire exactement où nous nous sommes trompés. Nous faisons certainement des erreurs comme les autres êtres humains.

Question 28 : Où voyez-vous la Syrie dans dix ans ?

Président al-Assad : En dix ans, la seule option que nous ayons est de vaincre le terrorisme. Il n'y a pas moyen de faire autrement pour maintenir notre société laïque et ses différentes composantes, et réaliser les réformes voulues par les Syriens quant à leur système politique et à leur avenir. Comme je vous l'ai déjà dit, je pense que la chose la plus importante est le maintien de la laïcité, suivie d'une meilleure intégration des Syriens qu'avant la crise, bien que c'était déjà le cas ; des courants contraires existant dans toutes les sociétés. Voilà comment je vois et espère réaliser sa prospérité.

Question 29 : Où vous voyez-vous, vous-même, dans dix ans ? Pouvez-vous imaginer votre vie à l'extérieur du bureau présidentiel et peut-être en dehors de la Syrie ?

Président al-Assad : Pour être franc, je ne me suis jamais soucié à ce sujet et je ne m'en soucierai pas plus demain qu'aujourd'hui. Je n'ai jamais pensé à cela, même avant de devenir président. Je pense à ce que veulent les Syriens. Maintenant et en plein milieu d'une guerre, je ne vais pas annoncer mon départ pour quelque raison que ce soit, à moins que le peuple veuille que je parte. En cas de guerre, vous avez à faire votre travail afin de protéger votre pays ; sinon, vous êtes un traître. Ce qui n'est acceptable ni pour moi, ni pour les Syriens. Quand il y aura des élections, le peuple syrien en décidera. S'il veut de moi, je serai heureux de le représenter. S'il ne veut pas de moi, je serai heureux de partir. Cela ne me pose aucun problème.

Question 30 : Tout au long des cinq dernières années, Des discussions ont porté sur votre destitution. Parfois, il a semblé qu'il ne restait plus qu'à en fixer la date. Pourtant, cinq ans sont passés et vous êtes toujours là. Qu'avez-vous que les dirigeants de l'Égypte, de la Tunisie et de la Libye, n'avaient pas?

Président al-Assad : Le soutien populaire. Si vous ne disposez pas d'un tel soutien, vous ne pouvez pas réussir, vous échouerez. Les présidents que vous avez mentionnés, ne bénéficiaient pas de ce soutien, alors qu'au tout début ils avaient le soutien de l'Occident ; lequel, partant de ce déficit populaire, leur a imposé de partir quand il a changé d'avis. C'est la seule chose qui fait que je suis encore à mon poste, rien d'autre.

Question 31 : Alors, peut-être que vous occuperez la place du dernier survivant dans l'histoire ?

Président al-Assad : Pas le survivant, car depuis le début j'ai été très honnête avec les Syriens. Ensuite, il est très important que les gens sachent qu'ils se battent pour leur pays et que vous vous battez avec eux. Ce n'est pas ma guerre à moi. Ils ne se battent pas pour moi et pour que je reste président, comme je ne me bats pas pour cela. C'est quelque chose qu'ils savent très bien ; sinon, vous ne verriez pas autant de personnes se battre et sacrifier leur vie.

Question 32 : La dernière question et la plus difficile : quand est-ce qu'il y aura la paix en Syrie ?

Président al-Assad : Lorsque les pays que j'ai déjà cités, la France, le Royaume Uni, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, le Qatar et quelques autres, cesseront de soutenir les terroristes. Dès le lendemain, la situation sera meilleure et quelques mois plus tard, la paix règnera certainement sur toute la Syrie.

Question 33 : Sans aucune limite de temps ?

Président al-Assad : Je vous l'ai dit : dans quelques mois, s'ils arrêtent [de soutenir le terrorisme]. Sinon, il est difficile d'estimer ce délai car il dépendra des obstacles qu'ils mettront en œuvre. Mais en dépit de ces obstacles, nous allons gagner.

Question 34 : Vous êtes optimiste à ce sujet ?

Président al-Assad : Bien sûr; autrement, nous ne combattrions pas. Si, nous n'avions pas cet espoir, nous n'aurions pas combattu tout au long de cette guerre.

Conclusion : Merci beaucoup, Monsieur le Président.

Président al-Assad : Je vous remercie de votre visite.

Dr Bachar al-Assad

Président de la République arabe syrienne

01/12/2015

Traduction de l'anglais par Mouna Alno-Nakhal pour Mondialisation.ca

Sources :

Vidéo : You Tube / Présidence syrienne

<https://www.youtube.com/watch?v=hxKCxugZqdQ&feature=youtu.be>

Texte original en anglais : SANA [Syrian Arab News Agency]

<http://sana.sy/en/?p=63209>

La source originale de cet article est sana.sy
Copyright © DR Bachar al-Assad, sana.sy, 2015

Articles Par : DR Bachar al-Assad

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca